United Nations Development Programme

Bamako, le 20 août 2025

N/Réf. : PNUD Mali/358/25

Objet : Rapport d'avancement du projet « *Climat, Paix et Sécurité dans la région de Koulikoro* »

Monsieur le ministre,

Il est fait référence à l'accord de contribution signé entre le Royaume de Belgique et le PNUD pour la mise en œuvre des activités du projet « *Climat, Paix et Sécurité dans la région de Koulikoro* » et entré en vigueur le 1er janvier 2024.

J'ai le plaisir de vous faire tenir ci-joint le rapport sur l'état d'avancement dudit projet susmentionné. Le rapport résume l'état d'avancement des activités du projet au 31 juillet 2025 et donne un aperçu des réalisations, des défis, des leçons apprises, de la situation financière intermédiaire et des perspectives.

Je voudrais saisir cette occasion pour remercier le Royaume de Belgique pour ses contributions au PNUD et me réjouis de renforcer notre partenariat en faveur du développement au Mali.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le ministre, l'expression de ma haute considération.

REPRESENTANT RESIDENT DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT AU MALI

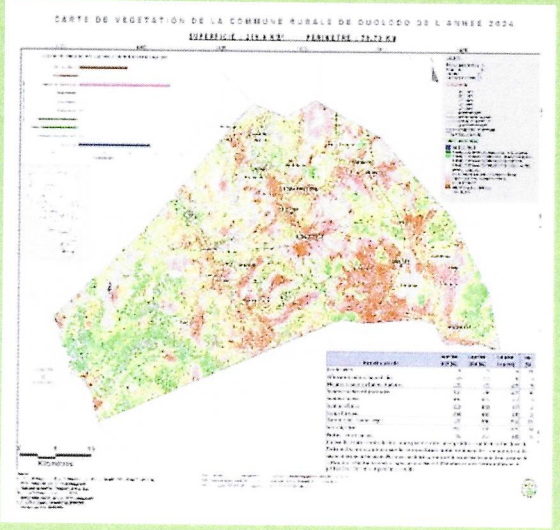
Maleye DIOP
Représentant Résident

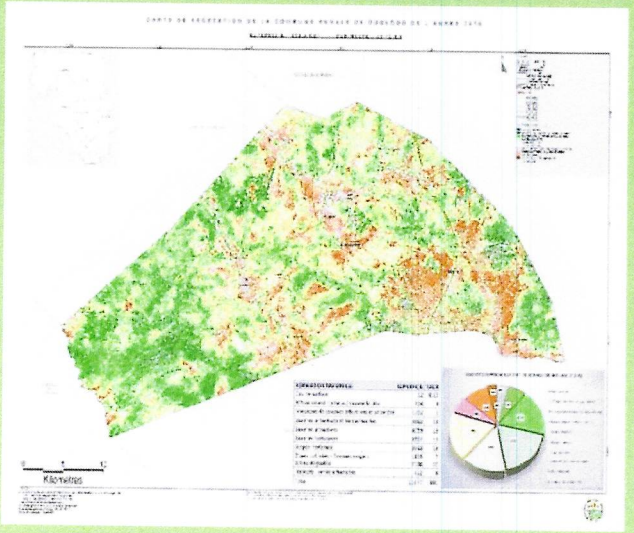
P. J. :
- Rapport d'avancement du projet « Climat, Paix et Sécurité dans la région de Koulikoro »

Monsieur Maxime PREVOT
Vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères,
des Affaires européennes et de la Coopération au développement
Bruxelles-Royaume de Belgique

RAPPORT DE PROGRES

Projet : « Climat, Paix et Sécurité » dans la région de Koulikoro





Avec l'appui financier du Royaume de Belgique

RAPPORT DE PROGRES

Programme des Nations Unies pour le développement au Mali
Projet : « Climat, Paix et Sécurité » dans la région de Koulikoro

Période de rapport	01er janvier 2024 au 31 juillet 2025
Donateurs	Belgique
Pays	Mali
Titre du projet	Projet « Climat, Paix et Sécurité » dans la région de Koulikoro
ID du projet	01000644
Liens Programmatiques	**Country Programme of Development (CPD) du PNUD** Outcome3 : Les communautés gèrent durablement et de façon équitable les ressources naturelles et l'environnement et sont plus résilientes aux effets néfastes du changement climatique **Plan stratégique du PNUD** - Renforcer la résilience aux chocs et aux crises - Accélérer les transformations structurelles pour le développement durable **Cadre de Coopération des Nations Unies (UNSDCF)** Axe 2 : Croissance inclusive, résiliente, et durabilité environnementale **Stratégie Nationale pour l'Emergence et le Développement Durable du Mali (SNEDD)** Axe5 : Gestion durable de l'environnement, adaptation aux changements climatiques
Partenaire(s) de mise en œuvre	PNUD
Date de début du projet	01 janvier 2023
Date de fin du projet	31 décembre 2026
Budget de la première tranche	1 601 311 USD
Ressources totales requises	1 601 311 USD
Revenus perçus	Belgique : 1 601 311 USD
Personne à contacter au PNUD	Roland SERI Représentant Résident Adjoint/Programmes E-mail: roland.seri@undp.org

Table des matières

I. RÉSUMÉ 3

II. CONTEXTE 5

III. BILAN DES PROGRES 5

IV. RISQUES ET ENJEUX DU PROJET 11

A. MISE A JOUR DES RISQUES ET DES ACTIONS DU PROJET 11

B. PROBLEMES ET ACTIONS DU PROJET MIS A JOUR 11

V. LEÇONS APPRISES 12

VI. CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES D'AVENIR 12

VII. SITUATION FINANCIÈRE 14

VIII. ANNEXE 15

Liste des abréviations

AEDD	Agence de l'Environnement et du Développement Durable
CPD	Country Programme Document - Document de Programme Pays
SNEDD	Stratégie Nationale pour l'Emergence et le Développement Durable du Mali
CDN	Contribution Déterminée au niveau National
COFO	Commission Foncière
ENABEL	Agence Belge de Coopération
MEADD	Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable
PBF	PeaceBuilding Fund – Fonds pour la Consolidation de la Paix
PDESC	Plan de Développement Economique Social et Culturel
PNA	Plan National d'Adaptation
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PTCS	Portefeuille Thématique Climat Sahel
UNSDCF	Cadre de Coopération des Nations Unies
USAID	United State Agency for International Development
Youth 4 Climate	Youth for Climate - Jeunes engagés pour le Climat

I. Résumé exécutif

Le projet proposé est aligné sur les priorités d'adaptation du Mali et contribue directement à la contribution déterminée au niveau national (CDN) révisée, notamment en mettant l'accent sur le reboisement et la restauration des écosystèmes, la gestion durable de l'eau, l'agriculture intelligente face au climat et l'énergie propre. En restaurant les services écosystémiques dégradés et en transformant les économies et les moyens de subsistance locaux en économies et écosystèmes agro-sylvo-pastoraux durables et résilients, le projet s'appuie sur le portefeuille existant du PNUD en matière de climat, de paix et de sécurité dans le centre du Mali. Il entend également compléter le « Portefeuille Thématique Climat au Sahel » (PTCS 2022-2026) mis en œuvre par ENABEL dans la région de Koulikoro.

Durant la période concernée le projet « Climat, Paix et Sécurité » dans la région de Koulikoro a accompagné le Gouvernement dans le renforcement de la gouvernance des risques climatiques, avec l'élaboration d'une Stratégie Nationale sur la Sécurité Climatique et son plan d'action qui constitue maintenant le cadre référence des interventions dans le cadre du Nexus Climat, Paix et Sécurité.



Image du présidium lors de la cérémonie d'ouverture de l'atelier de concertation nationale pour l'élaboration de la Stratégie Nationale Sécurité Climatique.

Le projet a appuyé la formulation de la proposition sur le Plan National d'Adaptation (PNA) soumise au Fonds Vert Climat à travers la mise à disposition d'un consultant. Cette proposition a été approuvée et le Mali à travers le PNUD va disposer d'environ 2 millions US pour élaborer ce plan.

A la suite de son lancement en partenariat entre l'ambassade de Belgique, le PNUD et le MEADD, le Programme Sécurité Climatique a pris le relais pour l'opérationnalisation de l'initiative « Youth 4 Climate » qui consacre l'engagement des jeunes dans la lutte contre le changement climatique, la préservation des ressources naturelles et la consolidation de la paix.

Grace à l'appui du projet, 08 communes ont révisé leur plan de développement économique, social et Cculturel en intégrant les aspects de Sécurité Climatique et de la CDN.

L'étude sur la cartographie des ressources naturelles a été réalisée dans les 09 communes d'intervention du projet et a permis d'estimer le niveau de dégradation des ressources naturelles (Forêts, terres, eaux) et leurs mécanismes de gestion puis d'identifier des activités de restauration et de gestion durable des ressources naturelles.

Sur les 1 601 311 USD (1 500 000 Euros) de ressources reçues comme première tranche, les dépenses effectuées plus les contrats en cours d'exécution sont à 1 123 211,77 USD soit un taux de consommation de 70,14%.

II. Arrière-plan

Les défis interdépendants de la dégradation des ressources naturelles au Mali dans le contexte du changement climatique et des pratiques d'exploitation non durables menacent la durabilité à long terme des écosystèmes vulnérables et des paysages productifs et multiplient les risques de conflit pour l'accès et le partage des ressources naturelles. Le projet vise à **assurer la durabilité à long terme des paysages productifs vulnérables de la région de Koulikoro au Mali grâce à des solutions fondées sur la nature qui inversent simultanément la déforestation et la dégradation des terres, renforcent la résilience des communautés aux impacts du changement climatique et contribuent à la prévention des conflits**. Plus précisément pour :

- Renforcer les partenariats publics et les investissements dans l'adaptation aux changements climatiques et la gestion durable des ressources naturelles
- Soutenir la gouvernance pacifique et durable des plaines, des forêts et de l'eau
- Renforcer la résilience des communautés et des ménages face au changement climatique

Le projet est financé par la Belgique et s'inscrit dans le cadre plus global du Programme Sécurité Climatique au centre et au sud du Mali qui bénéficie des contributions, de la Suède, des Etats Unis à travers l'USAID et le Fonds pour la Consolidation de la paix des Nations Unies (PBF). Pour l'année 2024 seuls les fonds de la Suède et de la Belgique étaient disponibles.

La période de rapportage a été marquée par un contexte socio politique et sécuritaire difficile avec de nombreux défis posés à la mise en œuvre efficace et efficiente des projets comme la mobilisation des ressources, la tendance à la réduction de l'aide au développement.

Sur le plan climatique l'année 2024 a été aussi marquée par une saison chaude accentuée par des températures très élevées. La saison des pluies a, quant à elle, enregistré une pluviométrie très importante et a causé des inondations avec des pertes en vies et biens matériels mais aussi une destruction des cultures dans de nombreuses régions du pays. Aussi, les projections climatiques présentées lors Forum régional sur les prévisions saisonnières qui s'est tenue à Bamako en avril 2025 indiquent pour le pays une saison des pluies 2025 potentiellement plus intense que la moyenne, avec un risque accru d'inondations.

Par ailleurs, la période a connu des perturbations dans la fourniture d'électricité, ce qui a fortement affecté la vie économique et sociale des populations.

Malgré ce contexte difficile aggravé par le retrait de certains partenaires ou la suspension de leurs financements (Suède) et le retard dans la mise en place des fonds du PBF, l'exécution du programme s'est poursuivie.

III. Bilan des progrès

Le projet a été élaboré tout au long du dernier semestre 2023 jusqu'à la signature de l'accord de financement qui a pris effet le 1er janvier 2024. Plusieurs consultations ont été menées pour définir les axes d'interventions avec l'ambassade du royaume de Belgique au Mali, la Coopération Technique Belge

(ENABEL) au Mali et les structures du ministère de l'Environnement de l'Assainissement et du Développement Durable du Mali. Un atelier de planification a été tenu en août 2023 à Koulikoro avec les structures régionales, les représentants des collectivités territoriales, l'AEDD et ENABEL pour identifier les activités et cibler les zones d'intervention. Prévu pour démarrer le 1er janvier 2024, le projet a été lancé officiellement et conjointement avec le PTCS d'ENABEL, le 11 juin 2024 par le Ministre de l'Environnement du Mali en présence de l'Ambassadeur du royaume de Belgique au Mali et le Représentant Résident du PNUD au Mali. Depuis le lancement plusieurs activités ont été mise œuvre en rapport avec les trois résultats attendus.

Résultat 1 : Renforcement du cadre stratégique et des partenariats en matière d'adaptation aux changements climatiques

En matière de renforcement du cadre stratégique et des partenariats pour l'adaptation aux changements climatiques, le projet a accompagné financièrement et techniquement le Mali, à travers le ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable (MEADD) dans l'élaboration de la Stratégie Nationale Sécurité Climatique et son plan d'action dont la validation a été faite dans le cadre d'un atelier national qui s'est tenu du 11 au 13 mars 2025 et qui a réuni 150 participants. Il faut souligner que le processus d'élaboration de cette stratégie a été très inclusif à travers l'atelier de concertation nationale qui a regroupé 150 participants représentants plusieurs services centraux de l'état, les régions, la société civile et les Partenaires Techniques et Financiers (dont l'Ambassade de Belgique au Mali), suivi de l'atelier technique et la réunion du comité Adhoc créé à cet effet. La vision de la stratégie est intitulée comme suite :

« **A l'horizon 2040, le Mali est un pays résilient aux effets des changements climatiques, dans lequel les populations vivent en paix et ont un accès équitable aux ressources naturelles et à la sécurité** »

Quatre axes stratégiques ont été définis pour concrétiser cette vision à savoir :

Axe stratégique 1 : gouvernance et coordination institutionnelle.

Axe stratégique 2 : gestion des ressources naturelles et gestion des conflits

Axe stratégique 3 : gestion des risques climatiques

Axe stratégique 4 : financement du plan d'action de la stratégie de sécurité climatique.



Vue d'ensemble de la salle lors de l'atelier de concertation nationale pour l'élaboration de la Stratégie Nationale Sécurité Climatique

Le choix d'appuyer l'élaboration de cette Stratégie Nationale Sécurité Climatique a été motivé par deux raisons à savoir :

- La mise en cause de la pertinence pour le projet d'appuyer l'élaboration des stratégies de mobilisation des ressources et de communication pour la CDN 2.0 alors que le lancement du processus pour le bilan et le développement de la phase 3 de la CDN était imminent au démarrage du projet.
- La déclaration de Bamako issue du Forum régional « Climat, Paix et Sécurité » tenu en novembre 2023 et qui a souligné la nécessité pour les pays sahéliens d'élaborer et opérationnaliser des Stratégies Nationales Sécurité Climatique.

Le projet a appuyé la formulation de la proposition sur le Plan National d'Adaptation (PNA) soumise au Fonds Vert Climat à travers la mise à disposition d'un consultant international. Cette proposition a été approuvée et le Mali à travers le PNUD va disposer d'environ 2 millions US pour élaborer son nouveau PNA.

A la suite de son lancement en partenariat entre l'ambassade de Belgique, le PNUD et le MEADD, le projet a pris le relais pour l'opérationnalisation de l'initiative « Youth 4 Climate » constituant explicitement un réseau des jeunes engagés dans la lutte contre le changement climatique, la préservation des ressources naturelles et la consolidation de la paix. Le noyau du réseau est constitué de 30 jeunes dont 13 femmes, représentants des associations de jeunes réparties dans 08 régions du Mali. Ces jeunes ont été sélectionnés sur 180 candidats à travers un processus ouvert. Le projet poursuit ses appuis pour l'opérationnalisation du réseau. Un atelier tenu à Ségou du 19 au 21 mai 2025 sous le lead du MEADD a permis de :



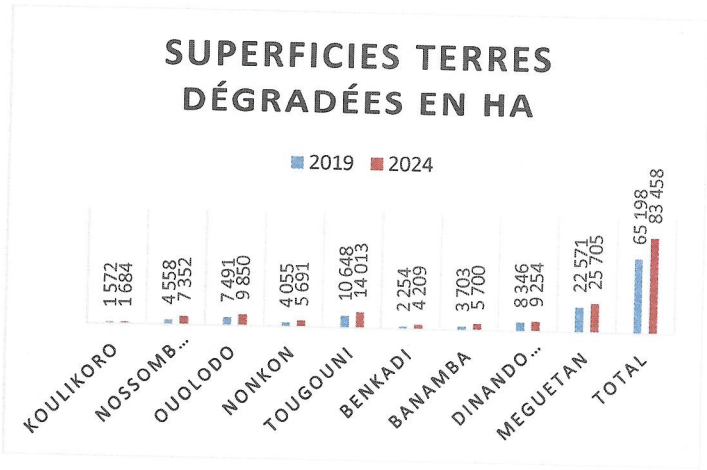
Image de deux jeunes membres lors de l'atelier d'opérationnalisation de la plateforme tenue à Ségou.

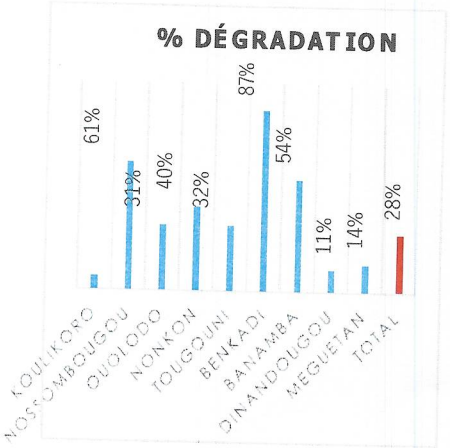
- Définir le cadre de gouvernance et de fonctionnement de la plateforme.
- Élaborer la stratégie et le plan d'action de mobilisation des ressources pour la plateforme.
- Concevoir la stratégie et le plan d'action de communication et d'engagement autour de la plateforme.
- Elaborer un projet initial de Plan de Travail Annuel (PTA).

En partenariat avec l'Agence du Développement Régional (ADR) de Koulikoro, les Plans de Développement Economique, Social et Culturel (PDESC) de 05 communes ont été révisés pour intégrer les aspects de la Contribution Déterminée au niveau National et de la sécurité climatique. Le processus est en cours pour 03 autres communes et sera bouclé avant la fin de l'année 2025.

Résultat 2 : Des mécanismes durables de gestion des conflits issus du partage des ressources naturelles sont promus ;

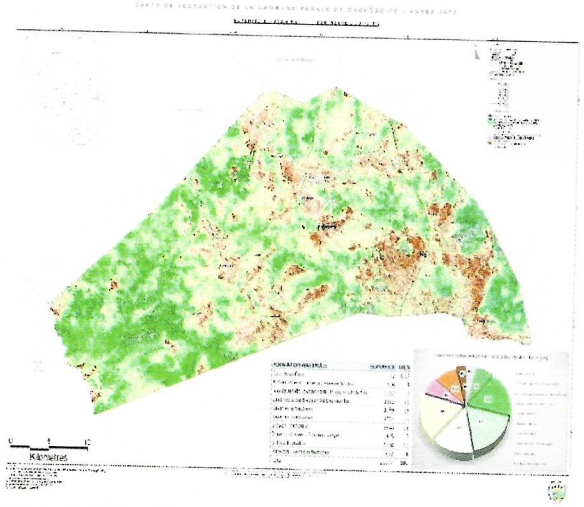
Dans le cadre de la gestion des ressources naturelles, une cartographie des ressources naturelles a été réalisée dans 09 communes et a permis d'estimer le niveau de dégradation des ressources naturelles (Forets, terres, eaux) et les mécanismes de gestion en cours pour mieux orienter les interventions. Ainsi, de 2019 à 2024 les terres dégradées sont passées de 65 198 Ha à 83 458 ha soit un taux dégradation de de 28% en 5 ans. La dégradation des ressources naturelles est causée par une combinaison de facteurs naturels (climat, érosion) humains (agriculture intensive et défrichement, surpâturage, exploitation de bois, feux de brousse, pratiques agricoles non durables, extraction des ressources)



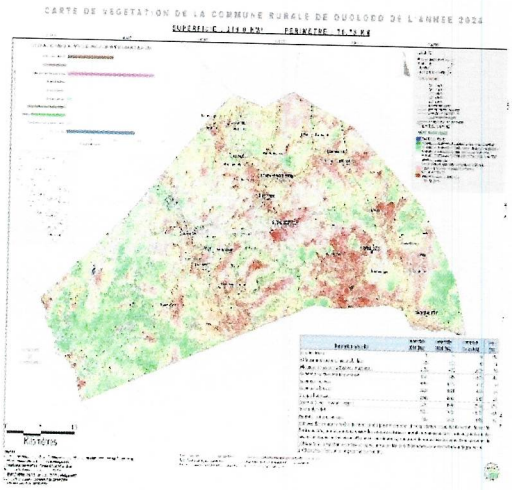


Evolution en ha de la dégradation des Terres de 2019 à 2024 dans 09 communes

L'exemple des cartes de végétation ci-dessous illustrent le niveau de dégradation des ressources naturelles dans la commune de Ouolodo, cercle de Kolokani.



Carte de végétation 2019 de la commune de Ouolodo



Carte de végétation 2024 de la commune de Ouolodo

Sur la base de cette étude plusieurs activités ont été identifiées pour la restauration des ressources et leurs gestion pacifiques. Ainsi :

- Les Plans d'Aménagement et de Gestion de 06 massifs forestiers sont en cours élaboration.

Les plans d'aménagement et de gestion des massifs forestiers sont des outils essentiels pour assurer la gestion durable des forêts, en tenant compte de leur multifonctionnalité et en évitant la surexploitation. Ces plans, établis pour des périodes déterminées, définissent les objectifs, les actions à mener et les mesures de protection nécessaires pour une gestion optimale de la forêt. Les premiers livrables fournis ont permis de délimités les superficies des massifs qui sont au total estimés à 6976,82 ha. Ci-dessous le tableau des superficies par massif forestier.

Région	Cercles	Communes	Aires Forestières	Superficie en ha
Koulikoro	Koulikoro	Méguétan	Forêt de Djaba	939,81
		Dinandougou	Forêt de Kaliabougou	1834,1
	Banamba	Benkadi (Samakalé)	Forêt de Fanalé -Niampéla	1536,82
	Kolokani	Nossombougou	Forêt de Ouarala	243,84
		Ouolodo	Forêt de N'Tjila	1023,88
		Nonkon	Forêt de Bèlèba	1398,37

- Les Plans d'Aménagement et de Gestion de 04 aires pastorales sont en cours d'élaboration

L'objectif principal de ces plans est l'utilisation durable des ressources naturelles, de prévenir les conflits et de favoriser la coexistence harmonieuse entre élevage et agriculture. Ces plans visent à améliorer les conditions de vie des populations pastorales et à contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. La délimitation des 04 aires pastorales donne une superficie totale de 4502 ha. Ci-dessous le détail par aire.

Communes	Superficie en ha
Méguétan	2 139
Nonkon	1 011
Nossombougou	1 237
Ouolodo	115

- Les équipements pour la restauration des terres dégradées ont été acquis. Au total 30 villages vont bénéficier de ces équipements qui comprennent 30 motos tricycles, 150 brouettes et 10 niveaux à eau pour les mesures des pentes. Les ONGs et les services techniques compétents en la matière accompagneront les communautés pour les travaux de restaurations.
- Un cabinet d'étude a été recruté pour la création de 82 Commission Foncières Villageoises (CoFoV) et le renforcement de leur capacité. Les commissions foncières, appelées COFO, jouent un rôle crucial dans la gestion des terres et la résolution des conflits fonciers. Elles sont chargées de faciliter l'accès à la terre, de concilier les parties en litige et de promouvoir une gestion foncière durable.

Résultat 3 : Amélioration de la résilience des communautés agricoles face au changement climatique et à la dégradation de l'environnement.

Les premières activités de renforcement de la résilience identifiées avec les communautés sont liées à la disponibilité de l'eau pour les activités agro sylvo- pastorales. C'est ainsi que les processus de recrutement des cabinets pour les études de faisabilité technique, sociale et environnementale pour la réalisation de 07 périmètres maraîchers et 02 retenues d'eau et l'étude sur la cuisson propre sont en cours de finalisation.

Partenariat et contribution du projet au dialogue politique sectoriel

La collaboration avec la Coopération Technique Belge a commencé depuis la phase d'élaboration du projet avec l'idée que cette intervention vient en complément au Portefeuille Thématique Climat Sahel (PTCS) d'ENABEL. L'équipe d'ENABEL a contribué à l'identification des activités et au choix des communes. Les deux projets ont été lancés conjointement le 11 juin 2024. Les échanges sont réguliers entre l'équipe du projet PTCS et l'équipe du projet PNUD en particulier pour le cas de la commune de Méguétan dans lequel les deux projets interviennent.

Dans le cadre de la quinzaine de l'environnement 2025, le PNUD à travers le projet en partenariat avec l'ambassade de Belgique, l'Organisation Internationale des Migrations (OIM), le Ministère de l'Environnement et le Ministère des Maliens de l'Extérieur un atelier de réflexion stratégique sur le nexus « climat, migration, conflits » au Mali avec 'objectif principal d'informer et de sensibiliser sur l'importance actuelle et future du nexus et de définir des actions prioritaires à mener par les acteurs impliqués.

Le projet a accompagné le MEADD dans l'élaboration de la Stratégie Nationale Sécurité Climatique et de son plan d'action. L'élaboration des Stratégies Sécurité Climatiques pour les pays du Sahel est une recommandation de la déclaration de Bamako issue du Forum régional des pays du sahel sur le nexus « Climat, Paix et Sécurité » tenu en novembre 2023 à Bamako.

Le projet a contribué à l'obtention du financement du Fonds Vert Climat pour l'élaboration du Plan National d'Adaptation du Mali.

IV. Risques et enjeux du projet

La mobilisation des ressources, l'insécurité et l'instabilité politique sont les principaux défis identifiés.

L'inaccessibilité de certaines communes pour cause d'insécurité avec des risques élevés a poussé le projet à revoir le ciblage des communes par rapport à certaines activités.

L'instabilité politique et notamment les différents remaniements ont retardé le lancement officiel du projet. Le projet a été lancé le 11 juin 2024 alors que la date du démarrage officiel prévu était le 01 janvier 2024.

L'arrêt du financement du fonds Suédois à impacté négativement la réalisation d'un grand nombre d'actions par rapport à la gestion des ressources naturelles dans les régions du centre. En début d'année 2025 l'USAID a demandé de ne pas utiliser la première tranche de son financement qui finalement a été restitué.

Les quantités de pluies recueillies cette année ont entrainé d'énormes pertes malgré l'opérationnalisation du système d'alerte. Au titre des pertes on peut citer 92 cas de décès, 154 cas de blessés, Au total 370 442 sinistrés ont été recensés dont 44,41% d'enfants et 28,09% de femmes sans compter les dégâts sur les récoltes agricoles. D'où la nécessité de renforcer les interventions sur la gestion des risques climatiques pour prévenir et atténuer les conséquences des phénomènes extrêmes.

a. Mise à jour des risques et des actions du projet

Risque du projet 1 : Insécurité

Mesures prises : Transfert de mise en œuvre de certaines activités aux structures publics et aux Organisations Non Gouvernementales à travers des accords.

Risque du projet 2 : Arrêt financement de la Suède et suspension du financement de l'USAID

Mesures prises : Arrêt de la mise en œuvre de certaines activités mais aussi mobilisation d'autres sources de financement (PBF). Les salaires de l'équipe restante sont répartis sur le financement de la Belgique et du PBF

b. Problèmes et actions du projet mis à jour

Numéro 1 du projet : Retard au démarrage du programme du au lancement et au recrutement tardifs du gestionnaire du projet

Mesures prises : Accélération de la mise en œuvre des activités pour rattraper le retard

Numéro 2 du projet : Retard dans la création du Comité de Pilotage dans le cadre plus global du Programme Sécurité Climatique du l'approche de créer un Comité de Pilotage global sur les initiatives liées au nexus « Climat, Paix et Sécurité » en tenant compte de la nouvelles Stratégie Sécurité Climatique.

Mesures prises : Discussion avec l'AEDD pour finaliser la décision de création du Comité de Pilotage

V. Leçons apprises

- Le financement des actions de sécurité climatique intégrées dans les PDESC 2024-2028 demande un effort de diversification des sources de financement vu les besoins énormes.
- La collaboration et les échanges avec l'équipe d'ENABEL ont contribué à mieux identifier les activités et au choix des communes du projet, en particulier dans la commune de Méguétan dans lequel les deux projets interviennent.
- Vu les ressources disponibles, et par anticipation sur la base des premiers résultats de l'étude, le projet ne pourra pas financer complètement la réalisation des plans d'aménagement des aires pastorales. Un arbitrage sera fait pour activités les activités les plus pertinentes.

VI. Conclusions et perspectives d'avenir

L'élaboration de la stratégie Nationale Sécurité Climatique, l'opérationnalisation en cours de la plateforme « Youth for Climate » et l'appui à la proposition sur le PNA ont contribué au renforcement du cadre des partenariats pour l'adaptation aux changements climatiques au Mali.

La finalisation des plans d'aménagements de 06 massifs forestiers et de 04 aires pastorales permettra d'élaborer au moins 10 conventions locales de gestion des ressources naturelles.

05 PDSEC incluent la Gestion des Ressources Naturelles et les risques liés au climat et le processus est en cours pour 03 autres.

La création de CoFoV permettra d'avoir 82 mécanismes au niveau communautaire pour la prévention et la gestion des conflits liés aux ressources naturelles.

Malgré les résultats obtenus, les défis restent énormes avec la fréquence des phénomènes extrêmes, la dégradation continue des ressources naturelles et les conflits qui en découlent. Ces défis obligent à poursuivre les efforts de mobilisation de ressources internes et externes en s'appuyant sur la stratégie nationale sécurité climatique et son plan d'action qui est le nouveau cadre de référence pour les interventions sur le nexus « Climat, Paix et Sécurité ». La réduction de l'aide au développement impose de trouver des sources alternatives de financement en mobilisant d'avantage les ressources internes.

La mise en œuvre du programme va se poursuivre et les activités vont s'articuler autour des principaux axes

Renforcement du cadre stratégique et des partenariats en matière d'adaptation aux Changements Climatiques :

Au niveau national les appuis se poursuivront pour l'adoption institutionnelle de la Stratégie Nationale Sécurité Climatique et l'opérationnalisation de l'initiative « youth 4 climate ».

Gestion pacifique et durable des écosystèmes et des ressources naturelles :

Le projet poursuivra ses actions pour la restauration des terres dégradées et la gestion des ressources naturelles. Les communautés seront formées et encadrées pour la restauration des terres agricoles

dégradées. Le projet accompagnera les communes et les villages bénéficiaires dans la réalisation Plans d'Aménagement et de Gestion de 06 massifs forestiers et de 04 aires pastorales.

Amélioration de la résilience des communautés agricoles face au changement climatique et à la dégradation de l'environnement : Le projet soutiendra le renforcement des capacités d'adaptation en diversifiant durablement leurs stratégies de subsistance et d 'atténuation de l'impact des chocs climatiques à travers des pratiques agricoles intelligentes face au climat, la gestion durable des ressources en eau, la promotion des moyens de subsistance durables et sensibles au genre, y compris dans le secteur de la transformation. Les périmètres maraîchers et les retenues seront réalisés à l'issue des études de faisabilités qui sont engagées. Les résultats de l'étude sur la cuisson propre permettront au projet de déployer un plan de renforcement des capacités pour l'adoption des pratiques de cuisson qui réduisent la déforestation et les émissions de gaz à effet de Serre.

VII. Situation financière[1]

. Insérer le rapport financier intermédiaire cumulatif du projet (CPFR) ici. Inclure la clause de non-responsabilité ci-dessous. Pour plus de détails sur ces rapports, veuillez consulter le Guide de l'utilisateur

Source of financing	Currency	Status agreements	Value of Agreements signed	Value of Agreements USD	Amount paid in USD	Amount used over amount paid in USD	Balance between amount paid and amount used	Balance between agreement amount and amount paid USD
Belgique	E U R	SIGNED	4 000 000	4 310 345,00	1 601 311,41	1 123 211,77	478 099,64	2 709 033,59

[1] *Avis de non-responsabilité : les données contenues dans cette section du rapport financier sont un extrait des dossiers financiers du PNUD. Toutes les données financières fournies ci-dessus sont provisoires.*

VIII. Annexe

- Rapport financier intermédiaire cumulatif du projet (CPFR)

United Nations Development Programme
Interim Financial Report to the Government of Belgium
As of 31 July 2025

Empowered lives.
Resilient nations.

Contributions reference no: PID 01000644
Country:
Award: 1217317 - Belgique-SC
Project: 01000644 -
Project status:
Fund: Programme Cost Sharing

(in United States dollars)

	Prior years (1)	2025 (2)	Cumulative to 2025 (3)
Income/Revenue			
Annual Contributions Revenue[a]	1,601,311.41	-	1,601,311.41
Other Revenue[b]	-	-	-
Interest Income	-	-	-
Transfer to/from other funds	-	-	-
Refunds to donors	-	-	-
Total - Income/Revenue	1,601,311.41	-	1,601,311.41
Expenses			
Staff and other personnel costs	-	-	-
Supplies, commodities, materials	-	2,558.00	2,558.00
Equipment, vehicle and furniture including depreciation	-	-	-
Equipment, vehicle and furniture	7,839.28	89,775.87	97,615.15
Equipment, vehicle and furniture - Depreciation	-	-	-
Contractual services	123,935.90	123,678.79	247,614.69
Travel	22,540.68	15,729.93	38,270.61
Transfers and grants to counterparts	-	-	-
General operating and other direct costs	278,959.05	45,922.00	324,881.05
Subtotal	433,274.91	277,664.59	710,939.50
Programme support costs[c]	38,419.29	24,528.49	62,947.78
Total Expenses	471,694.20	302,193.08	773,887.28
Balance[d]	1,129,617.21	827,424.13	827,424.13
Future Expenses[e]			
Balance of un-depreciated assets	-	-	-
Inventory	-	-	-
Financial Obligations (IPSAS Commitments incl. prepayments)	106,605.91	349,324.49	349,324.49
Subtotal	106,605.91	349,324.49	349,324.49
Receivables Past due, less advance receipts[e]	-	-	-
Less: Contributions receivable from donors	1,023,011.30	478,099.64	478,099.64
Uncommitted Cash balance[f]	-	-	-
Less: Prepayments balances (to suppliers)	(51,908.49)	(240,653.70)	(240,653.70)
Less: Sub-Recipient (SR) Advance balances	-	-	-
Add: Accrued expenses (Receipt accruals) as of reporting date	106,605.91	349,324.49	349,324.49
Add: Financial Obligations (IPSAS Commitments incl. prepayments)	1,077,708.72	586,770.43	586,770.43
Closing Cash Balance at Principal Recipient (PR)			
Total Contributions Revenue [g]	4,205,478.09	323,233.80	4,528,711.89
Total Contributions Revenue Received [h]	1,601,311.41	-	1,601,311.41
Total Receivables [i]	2,604,166.68	2,927,400.48	2,927,400.48
Deferred Revenue and Advance Receipts [j]	-	-	-

A.S

United Nations Development Programme
Interim Financial Report to the Government of Belgium
As of 31 July 2025

Empowered lives. Resilient nations.

Contributions reference no:	**PID 01000644**
Country:	
Award:	**1217317 - Belgique-SC**
Project:	**01000644 -**
Project status:	
Fund:	**Programme Cost Sharing**

a. Contributions represent recognized revenue based on the payment schedule dates of signed agreements.
b. Other Revenue represents revenue resulting from miscellaneous activities.
c. Programme support (indirect) cost is calculated based on the expenses excluding amounts of foreign exchange gain/loss.
d. Balance in column (2) is inclusive of balance in column (1).
e. Amounts in column (2) are the balances outstanding as of the report date which are included in the available resources. Amounts in column (1) are shown for information purpose only.
f. Balance after future expenses, and contributions receivable from donors (i.e. amounts past due) have been accounted for. It represents the total uncommitted balance for the PR and SRs.
g. Total value of donor contribution as per the signed date of the agreement.
h. Total cash received to-date.
i. Total outstanding amount due from donors, comprising both past due and future due receivables.
j. Contributions that have been received from donors but yet to be recognized as revenue in future years when payment schedules are realized.

This is to certify that the above statement of revenue, expenses and available resources is correct and that the expenses were incurred in connection with the approved projects for which funds have been received.

Name: Fahrya BA
Title: Représentant Résident Adjoint / Opérations.

20/08/2025
(Date)

A.S

United Nations Development Programme

Schedule of commitments
Details by expense category - 31 July 2025
(in United States Dollars)

Empowered lives.
Resilient nations.

Fund	Country	Category	Amount
GOVERNMENT OF BELGIUM	Mali	Contractual services	309,280.46
GOVERNMENT OF BELGIUM	Mali	General operating and other direct costs	40,044.03
GOVERNMENT OF BELGIUM	Mali	Total	349,324.49

A.S

Maison Commune des Nations Unies
Rue 39 Lot 2704, Badalabougou Est, Bamako
BP 120, BKO, Mali

https://www.undp.org/fr/mali

@PNUDMALI

